

Débroussailler chez autrui

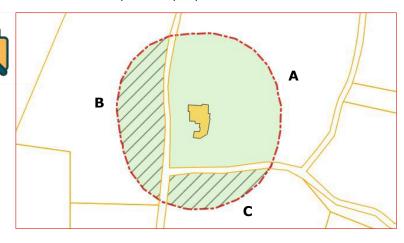
Les activités humaines sont à l'ogirine de 90 % des départs de feu, majoritairement à moins de 50 mètres d'une construction. C'est donc la construction qui déclenche l'obligation. Réaliser son débroussaillement réglementaire, c'est donc parfois être dans l'obligation d'aller débroussailler chez autrui. Dans quels cas cela s'applique, comment ça marche, et quelle est la marche à suivre ?

Quand dois-je débroussailler chez mon voisin?

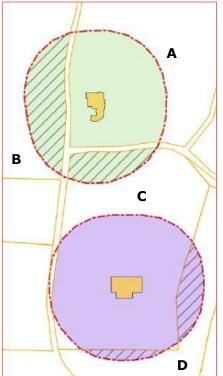
Le débroussaillement chez autrui s'applique lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- Mon rayon de 50 mètres autour de ma construction dépasse mes limites de parcelles
- Mon voisin pas tenu de débroussailler sur sa parcelle **OU** son propre rayon de 50 mètres autour de son habitation ne couvre pas la zone concernée par ma propre zone de 50 mètres

Exemple



- Le propriétaire A possède une construction qui génère une obligation de débroussailler. Son rayon de 50 mètres (contour rouge sur le schéma) s'étend sur les parcelles des propriétaires B et C;
- Les propriétaires B et C n'ont pas de construction générant une obligation de débroussailler. Le propriétaire A est tenu de débroussailler sur les parcelles des propriétaires B et C, sur les zones à moins de 50 mètres de son habitation (zones hachurées sur le schéma).





- Les propriétaires A et C ont chacun un périmètre à débroussailler ;
- Leurs périmètres s'étendent sur des propriétés voisines ;
- Le propriétaire C débroussaille chez le propriétaire D ;
- Le propriétaire A débroussaille chez le propriétaire B. Il débroussaille également chez le propriétaire C (vert hachuré sur le schéma). En effet, la zone à débroussailler du propriétaire C sur son propre terrain ne se superpose pas avec celle du propriétaire A.

Prendre contact avec son voisin

- **Je demande l'autorisation** à mon voisin pour pénétrer sur sa propriété pour respecter le principe de propriété privée ;
- **J'informe** mon voisin de mon obligation et de mon besoin d'accéder à sa parcelle ;
- **Je lui indique** qu'en cas de refus de sa part, ou en l'absence de réponse écrite sous un mois, la responsabilité lui sera transférée ;
- **Je formalise** ma demande par courrier, de préférence recommandé avec accusé de réception et copie à la mairie.
- **Je demande** au voisin de se prononcer sur le devenir des éventuels bois coupés.





